

Une télévision nationale, coûte que coûte

La filiale OF TV est en marche. Rendez-vous en septembre sur le canal 19. Un projet transformé en un ensemble digital. Encore faudra-t-il avoir la capacité à développer ces passerelles et synergies, avoue Mr Bazard. Spécifiant que cette télé ne générera pas de revenus avant 2030 et « *qu'une chaîne à elle seule n'est pas viable, c'est le numérique, le digital et les télés connectées qui sauvent l'affaire !* ». Le modèle économique reste basé sur les revenus publicitaires.

Si les banques ont signé, convaincre des partenaires extérieurs à se lancer dans le vide s'avère compliqué. Si à Ouest-France il n'y a pas d'argent, il y a une ambition tenace. Et ce, **coûte que coûte**. Le Directoire envisagerait, si nécessaire, des ventes d'actifs du Groupe afin de trouver rapidement des liquidités. Lesquels ? Si Mr Bazard dit qu'il n'y en a pas cinquante, il s'est bien gardé de nous dire ce qu'il a déjà en tête. Même s'il cite en exemple, qu'une rotative en moins équivaut à 17M€. Les gains estimés de l'arrêt de la Nohab 4 bénéficieraient-ils donc à la télé ? Et les imprimeries du Groupe de Cherbourg (Presse de la Manche) et Cavan (Publihebdos) évoquées il y a plusieurs mois ne seraient-elles pas dans le viseur ?

Ça urge ! Des coûts sont déjà engagés.

L'équipe sera réduite à 30 personnes. A ce jour, sont embauchés, Mme Amandine Ecoffey, RH Ouest-France TV, un juriste, la directrice générale Guénaëlle Troly, un responsable technique audiovisuel, Mr Rodolphe Guignard pour piloter la création de contenus inédits de divertissements. Une rédaction en chef sera constituée de deux journalistes pour le JT qui sera tourné dans le studio de Main Avenue à Nantes. Plus aucun investissement au siège. Un cabinet spécialisé dévoilera le nom de cette télé, dans quelques jours.

En revanche, certains salariés travailleront pour la télévision, tout en restant sous contrat Ouest-France et/ou Sipa, tels les services informatiques. Quant à Mme Justine Gheeraert, spécialiste UX (expérience client web) nouvellement embauchée Ouest-France, elle contribuera sans aucun doute au projet télé. Coté outil, des tests sont en cours pour l'achat d'un MAM (système de centralisation de stockage de contenus multimédias enrichis : image, audio, vidéo).

Les deux marqueurs de la chaîne seront le talk, qui devra émettre avant tous les autres, vers 18h et le JT qui ne devrait pas faire plus de 15 minutes. Qui est devant la télé à 18h ? Pour rappel la tranche d'âge de la population visée est les 25-49 ans.

L'achat du talk, c'est fait et ceux des contenus sont en cours. Quid des coûts de production, de location de studio ? Nos correspondants à l'étranger pourraient tirer leur épingle du jeu. Quant à nos propres rédacteurs cela n'est pas au programme. Il faut dire que les contrats de travail de la presse écrite ne sont pas ceux de l'audiovisuel, les conventions collectives non plus ! Néanmoins, l'avenir n'interdit pas des formations spécifiques pour passer JRI (journaliste reporter d'images).

Voilà pourquoi la direction est obsédée par la simplification de nos organisations, et au niveau du sous-groupe (JDLO) de nos process de fabrication et de nos outils pour beaucoup communs. Dégager de la productivité, ne remplacer qu'un départ à la retraite sur deux, et encore pas toujours par des CDI. Et pour leviers, elle mentionne l'IA (Intelligence artificielle) et les droits voisins. Nos emplois sont désormais en balance avec non seulement les nouvelles technologies mais aussi avec les nouvelles orientations stratégiques et économiques au niveau du groupe et non plus uniquement au niveau de l'entreprise.

Pas question pour la CGT d'y laisser des plumes.

Ce projet Groupe ne doit pas être au détriment de l'avenir du journal (print et numérique) et de ses salariés qui se débattent pour rester dans la course au quotidien. Ces mêmes salariés Ouest-France ont déjà payé bien trop cher l'indépendance du journal (par de longues années sans intérressement ni participation) et le renflouement, toujours en cours, de filiales déficitaires année après année. L'inquiétude majeure reste sur la capacité à rembourser l'endettement croissant d'Ouest-France. Le directoire donne des gages à ses créanciers mais elle doit aussi en donner à ses salariés. Or à ce jour, les réponses fournies à vos élus sont insuffisantes.